



Une attaque terroriste déclenche une mobilisation en masse de la police et de l'armée à Ottawa

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2014

wsws.org

Région : [Le Canada](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Le soldat qui a été abattu est Nathan Cirillo, un réserviste des Forces armées canadiennes qui était âgé de 24 ans.

Peu de temps après, les forces de sécurité ont abattu un homme armé d'un fusil durant, ce qui aurait été selon les médias, une violente fusillade dans le Hall d'honneur. Ce hall, qui est à la fois le corridor principal et un lieu de cérémonie, mène aux salles où prenaient place les rencontres parlementaires hebdomadaires du caucus des conservateurs et de celui des néodémocrates (NPD). Lorsque la fusillade a éclaté, le premier ministre conservateur Stephen Harper et le chef du NPD Thomas Mulcair participaient chacun à la réunion de leur parti.

Des sources de la police et des services du renseignement ont affirmé que le tireur qui a été abattu est Michael Zehaf-Bibeau. Il était apparemment sous la surveillance des agences canadiennes de sécurité nationale et son passeport lui avait été confisqué pour l'empêcher de se rendre au Moyen-Orient et entrer en contact avec des milices islamiques.

Dans la foulée de l'attaque sur la colline parlementaire, la police a déclenché une vaste opération de sécurité, affirmant qu'elle croyait qu'il y avait plusieurs tireurs. Les médias ont rapporté des informations non confirmées quant à la présence de plusieurs tireurs et sur des coups de feu qui auraient été tirés ailleurs qu'au Monument commémoratif et dans le Hall d'honneur.

À partir des bâtiments du parlement, les policiers ont rapidement déployé un périmètre de sécurité à l'intérieur duquel tous les bureaux, commerces et écoles ont été placés en confinement, barrant l'accès aux véhicules et aux piétons et déployant des forces spéciales d'intervention lourdement armées.

Cette zone a rapidement été étendue pour englober la majeure partie du centre-ville d'Ottawa, confinant sur place des milliers de travailleurs du gouvernement, de clients, de touristes et d'étudiants de l'Université d'Ottawa. Les écoles à travers la ville ont été placées en confinement, totalement ou en partie. Dans certains cas, des étudiants devaient demeurer dans leur classe et ne pouvaient en sortir, et personne ne pouvait y entrer.

Ces mesures de confinement sont demeurées en vigueur tout l'après-midi jusqu'en début de soirée, prenant fin à 20 h 30. Selon un reportage, la police stoppait et interrogeait tous les occupants des véhicules qui quittaient Ottawa en direction de Montréal.

Les mesures d'urgence ont été appliquées bien au-delà d'Ottawa. À Toronto, d'autres policiers ont été déployés à l'Assemblée législative d'Ontario, à l'hôtel de ville, aux établissements gouvernementaux et militaires, ainsi que dans le métro. À Montréal, la mairie a été fermée aux visiteurs et à l'Assemblée nationale du Québec, dans la Ville de Québec, la sécurité a été doublée pendant qu'un hélicoptère survolait le bâtiment.

Toutes les bases des Forces armées canadiennes ont été mises sur un pied d'alerte et NORAD, le commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (États-Unis-Canada), a changé sa «position d'alerte», mettant un nombre élevé de chasseurs sur le pied d'alerte.

Les États-Unis ont aussi augmenté la sécurité le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Josh Earnest, a commencé son point de presse quotidien en condamnant l'attaque. Il en a profité pour souligner l'importance du Canada comme partenaire militaire stratégique de Washington, y compris dans la nouvelle guerre au Moyen-Orient.

Mercredi, huit chasseurs CF-18 des Forces armées canadiennes ont quitté le Canada pour le Koweït, où ils participeront à la campagne de bombardement américaine sur l'Irak et la Syrie. Des forces spéciales canadiennes se trouvent déjà en Irak.

Peu importe le motif derrière la fusillade d'hier, il s'agit d'une action tout à fait réactionnaire. Elle ne peut que faciliter la tâche au gouvernement conservateur de Harper et à l'élite dirigeante canadienne pour imposer leur programme de guerre à l'étranger et de brutales attaques sur les droits démocratiques et sociaux de la classe ouvrière à l'intérieur du pays.

La fusillade à Ottawa sera sans l'ombre d'un doute exploitée par l'administration Obama. Lorsque Earnest a parlé, rien ne prouvait que l'auteur de l'attentat avait un penchant pour l'islamisme radical, et encore moins qu'il avait des liens avec l'État islamique (EI). Cependant, le porte-parole a tout de suite affirmé que si la campagne américaine contre l'EI échouait, l'organisation djihadiste serait en lieu sûr en Irak et en Syrie pour attaquer les États-Unis.

Les événements de mercredi ont une ressemblance évidente avec ceux qui se sont déroulés à Saint-Jean-sur-Richelieu plus tôt cette semaine. Lundi, un soldat canadien a été tué et un autre blessé lorsqu'ils ont été délibérément happés par une voiture conduite par Martin Couture-Rouleau, un individu sous haute surveillance dont le passeport avait été confisqué pour l'empêcher d'aller au Moyen-Orient.

Même les grands médias ont noté que la réaction du gouvernement aux événements de lundi était extraordinaire, alors que le premier ministre Harper et ses proches collaborateurs sont rapidement intervenus pour les présenter comme une «attaque terroriste» islamiste, puis l'utilisant pour justifier l'appel du gouvernement à renforcer la draconienne Loi antiterroriste de 2001.

En rupture nette avec les normes canadiennes, ce sont Harper et le Bureau du premier ministre, et non pas la police et les agences de sécurité, qui ont informé la presse concernant l'attaque de lundi dernier et les liens de Couture-Rouleau avec «l'islam radical».

En réponse à une question d'un député conservateur arrangée à l'avance lundi tôt dans l'après-midi, Harper a commencé par informer le parlement qu'une «attaque terroriste» avait probablement eu lieu. C'était bien avant que la police, et surtout les médias, ne suggèrent un motif pour le délit de fuite à St-Jean-sur-Richelieu.

Depuis septembre 2001, les gouvernements à travers le monde ont profité d'attaques terroristes – beaucoup d'entre elles facilitées par de sérieuses lacunes de sécurité inexplicables – afin d'imposer d'importants changements politiques réactionnaires planifiés depuis longtemps. Dans des moments de candeur, des responsables tels que l'ex-premier ministre britannique Tony Blair et l'ancienne conseillère en matière de Sécurité nationale et secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, ont parlé de «l'opportunité» que représentaient les attaques du 11-Septembre: l'opportunité de mener des guerres d'agression contre l'Afghanistan et l'Irak, dont le but est de renforcer l'hégémonie stratégique mondiale de l'impérialisme américain, et d'imposer des mesures antidémocratiques à l'intérieur du pays.

La réaction de Harper aux événements de lundi à Saint-Jean-sur-Richelieu et la mobilisation de la police et de l'armée en réponse à l'attaque de mercredi – qui semble avoir été l'oeuvre d'un seul individu – démontrent qu'une campagne similaire pour un tournant de la politique encore plus vers la droite est en marche.

Lors d'un bref et austère discours télévisé mercredi soir, Harper a affirmé que les deux incidents fatals de cette semaine constituaient une attaque contre «notre nation et nos valeurs». Il a promis, à la Churchill, que «Nous ne serons pas intimidés. Le Canada ne sera jamais intimidé.»

Harper a ensuite soutenu que «toutes les mesures nécessaires» seraient prises pour préserver la sécurité du Canada. C'était une référence claire à une loi qui devait être présentée au parlement mercredi, qui étendrait les pouvoirs des services secrets canadiens et interdirait aux avocats et même aux juges de questionner des informateurs du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Harper a également promis de travailler avec les alliés du Canada «contre tous les groupes terroristes», afin «qu'ils ne soient nulle part en lieu sûr». Il s'agissait d'une claire déclaration de l'intention du gouvernement d'étendre le rôle du Canada dans la guerre menée par les États-Unis en Irak et en Syrie. Présentement, le gouvernement a autorisé une mission de combat de six mois, mais la semaine dernière, le chef de l'armée canadienne a indiqué qu'une intervention beaucoup plus longue de la part du Canada serait nécessaire.

Menant un programme qui va à l'encontre des intérêts de la vaste majorité de la population, l'élite dirigeante du Canada, tout comme ses homologues aux États-Unis et dans d'autres démocraties impérialistes, se tourne de plus en plus vers des formes de pouvoir autoritaires, des appels chauvins et militaristes et des politiques d'alarmisme et de provocation.

Keith Jones

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 23 octobre 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Keith Jones, wsws.org](http://www.wsws.org), 2014

Articles Par : [Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca